



143 suppressions d'emplois à Paris en 2012

Le massacre continue !

Répondons par la mobilisation !

2012 n'échappe pas à la règle des suppressions d'emplois ! Pire, se servant de la crise, le gouvernement n'hésite plus à présenter les fonctionnaires comme les principaux fautifs de l'explosion de la dette publique plutôt que de pointer les milliards d'exonérations patronales, les baisses d'impôts pour les hauts revenus, les politiques d'austérité du patronat, des gouvernements et de l'UE, la BCE et le FMI.

Encore une fois, les agents de la DGFIP ne sont pas épargnés, on cherche à leur faire payer la crise dont ils ne sont pas responsables ! A la DGFIP, c'est encore 2441 emplois de moins ! De 2008 à 2012 ce sont donc 13000 emplois supprimés ! Le taux de non remplacement des départs à la retraite est évalué à 65,9% pour 2012, bien au-delà une fois de plus de l'objectif gouvernemental du non remplacement d'un départ sur deux à la retraite.

Surfant sur le contexte de crise, le ton de la DGFIP est devenu décomplexé et provocateur. Décomplexé parce qu'il ne s'agit même plus de justifier ces nouvelles suppressions par de prétendus gains de productivité! Provocateur parce que le Directeur adjoint P. Rambal qui considère que la règle gouvernementale du non remplacement d'un départ sur deux est protectrice pour nos services !

Contribution proportionnelle, gains de productivité (fléchés et diffus), correctifs (métiers, environnementaux), ajustement de soutenabilité, tels sont les éléments du nouveau jargon accompagnant la mise en place du nouvel outil de calcul des emplois MAGERFIP (substitut de l'outil d'efficience et de l'Outil Répartition Emplois).

En définitive, il ne s'agit plus de considérer les moyens nécessaires à dégager pour l'accomplissement des missions mais de dépouiller purement et simplement les services publics et en premier chef notre administration !

La DGFIP continue, coûte que coûte, une réforme dont les conséquences sont catastrophiques : missions mises à mal, mise en concurrence des agents et des services, accueil du public et conditions de travail inacceptables avec une réelle augmentation des risques psychosociaux. Les restructurations et transferts de tâches sans les emplois correspondants continuent, la pression sur les agents ne faiblit pas, les règles de gestions sont régulièrement entaillées (affectations non respectées, détachements imposés par ex), les réceptions sur la plage méridienne imposées, les emplois vacants ne sont pas comblés, les services sont en sous-effectifs. De plus, dans ce contexte, nos traitements sont bloqués et le prélèvement d'un jour de salaire en cas d'arrêt maladie est instauré.

A la DRFiP Paris, c'est 158 suppressions d'emplois C !

| | A | B | C | TOTAL |
|-----------------------------------|-----|-----|------|-------|
| Filière fiscale | | | | |
| Suppressions | -13 | -27 | -59 | -99 |
| Plan de qualification ministériel | 18 | -18 | | |
| Plan de qualification ministériel | | 45 | -45 | |
| Transferts entre directions | | | 3 | 3 |
| Total filière fiscale | 5 | 0 | -101 | -96 |
| Filière Gestion publique | | | | |
| Suppressions | -4 | | -37 | -41 |
| Plan de qualification ministériel | 9 | -9 | | |
| Plan de qualification ministériel | | 20 | -20 | |
| Transferts entre directions | | -6 | | -6 |
| Total filière GP | 5 | 5 | -57 | -47 |
| TOTAL DRFiP PARIS | 10 | 5 | -158 | -143 |

Les agents n'en peuvent plus, ça craque dans les services !

Les seules réponses de l'administration, confirmées lors de l'audience avec le directeur par intérim de la DRFiP, M. PERY, le 25 novembre, sont les réorganisations internes des services et la priorisation des missions en période de pic de charge. C'est inacceptable ! Il s'agit ni plus ni moins de généraliser la polyvalence et faire peser la responsabilité des choix organisationnels et de recul des missions sur les agents et les chefs de services !

La CGT Finances Publiques refuse le massacre de notre service public et de l'administration fiscale, comptable et foncière.

La CGT Finances Publiques Paris appelle l'ensemble des agents à se réunir pour débattre de la défense de leur emploi, de leurs conditions de travail, de leurs salaires et au delà pour exiger de ne pas payer la crise.

La CGT Finances Publiques Paris entend mettre tout en œuvre, dans l'unité syndicale la plus large possible, pour créer les conditions d'une forte mobilisation le jour du Comité Technique Local « suppressions d'emplois à Paris » du 20 janvier et appelle l'ensemble des personnels à s'organiser et se mobiliser pour leurs revendications dans le cadre d'une journée de grève à la DGFIP en janvier.